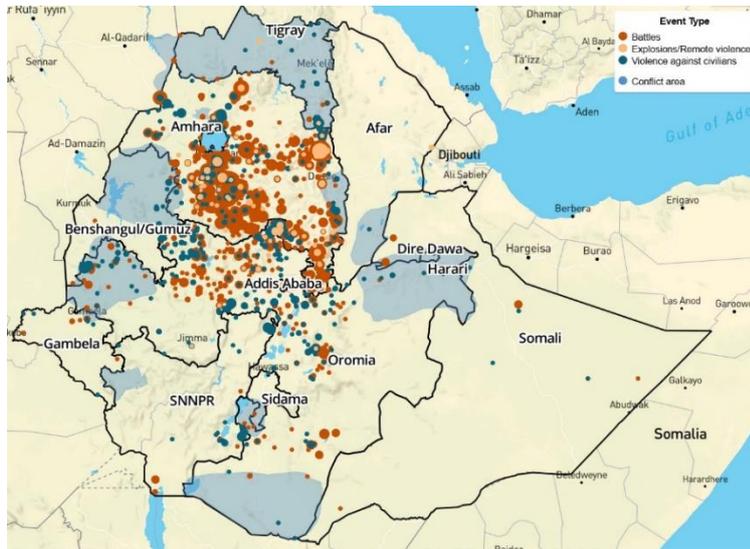


# Factsheet Éthiopie

Mai 2025

## 1 Faits et chiffres



Carte: Political violence in Ethiopia, ACLED, avril 2025

**12 États régionaux**, chacun correspondant à un groupe ethnique, et deux villes-régions : Addis-Abeba et Dire Dawa (villes-régions), Afar, Amhara, Benishangul-Gumuz, Gambela, Harar, Oromia, Sidama (juin 2020), Somali, Tigré, Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (RNNPS), Éthiopie du Sud-Ouest (novembre 2021) et Région des Peuples d'Éthiopie du Sud (août 2023).

**Population** : entre [115.8](#) et [128.6](#) millions selon les estimations.

**Religions** : ([recensement de 2007](#)) : 44 % de la population appartient à l'Église orthodoxe éthiopienne ; 34 % d'Éthiopiens sont musulmans sunnites et 19 % sont protestants ; les [Tigréens et les Amharas](#) sont à majorité chrétienne, tandis que les Afars, les Somalis et environ la moitié des Oromos sont musulmans.

**Système politique, EPP** : [fédéralisme ethnique](#). De 1991 à la prise de pouvoir par Abiy Ahmed en 2018, l'EPRDF (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien) dirigeait le pays sous la conduite du TPLF (Front de libération du peuple du Tigré). En décembre 2019, l'EPRDF a été dissous et [le Parti de la prospérité](#) (EPP) lui a succédé. Tous les partis rassemblés sous l'EPRDF et tous ses partis alliés, à l'exception du TPLF, se sont regroupés sous l'[EPP](#) : l'Oromo Democratic Party (ODP), l'Amhara Democratic Party (ADP), le Southern Ethiopian People's Democratic Movement (SEPDM), l'Afar National Democratic Party (ANDP), le Somali Democratic Party (SDP), le Harari National League (HNL), le Benishangul Gumuz People's Democratic Party (BDP) et le Gambella People's Unity Democratic Movement (GPUDM).

## 2 Profils à risque

- **Les opposants politiques, les personnes critiques à l'égard du gouvernement, les journalistes et les professionnels des médias.** Les [personnes critiques à l'égard du gouvernement](#), les professionnels des médias et les [journalistes](#) perçus comme dissidents, les activistes sur les réseaux sociaux, ainsi que les [partisans et les sympathisants](#) (y compris les membres de leur famille) du Front de libération de l'Oromo (OLF), des Qeerroo, de l'*Oromo Federalist Congress* (OFC), des partis nationalistes Amhara (tels que le NAMA et le Baladera), du TPLF ou des

mouvements séparatistes. En mai 2021, le gouvernement éthiopien a qualifié le TPLF et l'Armée de libération de l'Oromo (OLA) « [d'organisations terroristes](#) ». Depuis, les partisan·e·s de ces partis sont massivement persécuté·e·s. En mars 2023, le TPLF a été [retiré](#) de la liste des groupes terroristes.

- **Les femmes.** Dans la région du Tigré (y compris dans la [région Amhara](#)), le [viol](#), la torture et l'esclavage sexuel sont utilisés comme arme de guerre contre les femmes et les filles. [Les femmes célibataires](#), en particulier, sont victimes de discrimination ainsi que de [violences sexuelles et de violences liées aux genres](#) (mariage forcé, [mutilations génitales féminines](#)). Les femmes activistes sont victimes de [cyberharcèlement](#).
- **Les enfants.** [Mutilations génitales féminines, mariage forcé](#). Les jeunes membres des Qeerroo et d'autres mouvements de jeunesse qui ont participé à des manifestations.
- **Les personnes [LGBTIQ+](#).** Les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont interdites et passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à 15 ans. [La stigmatisation, les tabous et la discrimination sont ancrés dans la société](#). Les personnes LGBTIQ+ sont confrontées à une [vague de harcèlement en ligne et d'agressions physiques](#). Il n'existe aucune protection contre la discrimination ou les crimes de haine.
- **Les membres de [certains groupes ethniques](#).** Surtout le long des frontières entre les régions. Le contexte et la situation individuelle sont des facteurs déterminants. Les [membres de l'ethnie tigréenne](#) ont été persécuté·e·s dans tout le pays pendant la guerre du Tigré. Les organisations de défense des droits humains parlent de [nettoyage ethnique](#).

**Les personnes réfugiées érythréennes.** Les personnes résidant dans des camps pour personnes réfugié·e·s dans la région du Tigré sont [expulsées et attaquées](#), ou victimes d'[arrestations arbitraires, de détentions et de déportations](#) vers l'Érythrée. [Arrestations](#) de personnes réfugiées érythréennes à Addis-Abeba en novembre 2024.

### 3 Derniers développements

**Pas d'amélioration de la situation sécuritaire. Les affrontements se poursuivent dans les régions Amhara et Oromia.** Le gouvernement du Premier ministre [Abiy Ahmed](#) est actuellement confronté à des insurrections dans les régions Amhara et Oromia, alors que la situation dans la région du Tigré reste tendue, et ceci, malgré l'accord de [cessation des hostilités de novembre 2022](#). La [mise à l'écart des milices Amhara Fano par cet accord](#) a tendu les relations entre ces dernières et le gouvernement. En avril 2023, des [affrontements](#) entre les Forces de défense nationale éthiopiennes (FDNE) et ces milices ont éclaté dans la région Amhara. En août 2023, les milices *Fano* ont lancé une attaque de grande envergure dans le but de contrôler les principales villes de la région. En réponse, le 4 août 2023, le gouvernement éthiopien a déclaré [l'état d'urgence](#) à Amhara. Cela s'est traduit par des [violations des droits humains](#) à l'encontre de la population, dont des exécutions extrajudiciaires, des viols, de la torture et des détentions arbitraires, perpétrées par les forces de sécurité gouvernementales. Malgré la fin officielle de l'état d'urgence en juin 2024, la situation sécuritaire reste volatile. De violents affrontements se poursuivent, en particulier dans les zones rurales. Le conflit a causé des [centaines de morts et de blessés](#) et la destruction d'infrastructures civiles, comme des [hôpitaux, largement imputée aux forces de sécurité](#). Dans la région Oromia, les FDNE se heurtent à des soulèvements de l'[Armée de libération Oromo](#) (OLA). Au printemps 2024, le gouvernement a relancé sa campagne militaire contre l'OLA. Celle-ci a été accompagnée d'attaques contre la population civile et des déplacements forcés. Les populations sont également exposées à des menaces constantes de la part d'insurgés et de groupes criminels. Les [violations des droits humains sont systématiques](#), incluant des arrestations

arbitraires, des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture, dans un climat d'impunité. Malgré la signature, en décembre 2024, d'un [accord paix entre le gouvernement et une faction de l'OLA](#), les affrontements se poursuivent.

**Risque de reprise du conflit au Tigré. Tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée.** Au Tigré, la mise en œuvre de l'accord de 2022 est entravée par des rivalités internes au sein du TPLF. En mars 2025, une tentative de destitution de commandants militaires par le président intérimaire Getachew Reda a [déclenché un coup de force mené par une faction rivale](#) dirigée par Debretsion Gebremichael, forçant Getachew à fuir à Addis-Abeba. Depuis, des affrontements armés, des meurtres, des files d'attente devant les banques et une atmosphère de peur ont envahi le Tigré. Alors que les [milices amhara contrôlent l'ouest](#) de la région, des troupes érythréennes restent [présentes dans le nord de la région, commettant des viols et des violences sexuelles](#) à l'encontre de femmes et de jeunes filles, ainsi qu'enlevant et pillant des biens civils. En parallèle, les [tensions montent entre l'Éthiopie et l'Érythrée](#), notamment autour de l'accès stratégique à la mer Rouge, qu'Addis-Abeba cherche à retrouver. Ces tensions alimentent les craintes d'un conflit régional élargi.

**Déplacements forcés.** Selon l'[Agence des Nations unies pour les réfugiés](#) (HCR), il y a actuellement (au 31 mars 2025) plus de 1.9 millions de personnes déplacées en Éthiopie, dont la majorité proviennent des régions du Tigré et Oromia et dans une moindre mesure des régions Amhara et Afar. Depuis mai 2024, des centaines de milliers de personnes ont pu rentrer, surtout au Tigré et dans la région Amhara et le nombre total de personnes déplacées retournées en Éthiopie se monte à 2,8 millions. Les conflits restent le premier motif des déplacements. Le pays accueille également près de 1.1 million de personnes réfugiées et personnes requérantes d'asile, principalement originaires du Sud-Soudan, de Somalie et d'Érythrée.

**Situation humanitaire.** En 2025, l'Éthiopie continue de faire face à une [crise humanitaire complexe](#) alimentée par des chocs climatiques récurrents, des conflits et des déplacements massifs. En 2024, près de [20 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire](#). En 2025, l'ONU prévoit d'aider environ 10 millions de personnes, dont 5,3 millions en insécurité alimentaire aiguë. L'accès humanitaire reste gravement entravé par l'insécurité, les restrictions administratives, et la réduction de l'aide internationale. En avril 2025, le Programme alimentaire mondial (PAM) a [annoncé](#) devoir interrompre dès mai son aide nutritionnelle pour 650 000 femmes et enfants en raison des coupes dans l'aide humanitaire internationale, menaçant la vie de millions de personnes. Selon l'[OCHA](#), depuis janvier 2025, une amélioration de l'accès humanitaire dans l'est de l'Amhara a permis de fournir des produits nutritionnels indispensables. OCHA juge toutefois que la situation générale dans l'ensemble de la région Amhara reste critique. Dans le Tigré, OCHA s'inquiète des [conséquences humanitaires](#) des tensions politiques croissantes. La région fait face à une [crise humanitaire aiguë](#), marquée par des pénuries de carburant, une crise de liquidités et une flambée des prix, paralysant les services essentiels. Environ [un million de personnes, majoritairement déplacées, dépendent de l'aide](#). Les ressources locales sont épuisées, les centres d'accueil surpeuplés, et la situation menace aussi la région voisine de l'Afar.

**Répression des personnes critiques et restriction de l'espace civique.** Le gouvernement continue de réprimer les personnes perçues comme dissidentes et de restreindre l'espace civique. En décembre 2023, [Taye Dendea](#) a été démis de ses fonctions de ministre de la paix, puis arrêté pour avoir critiqué les actions du gouvernement dans la région Oromia et pour des

liens présumés avec l'OLA. Selon *Reporters sans frontières* (RSF), la plupart des récents progrès dans la liberté de la presse aurait été anéanti, principalement par le conflit dans la région Amhara, ravivant les [craintes de représailles parmi les journalistes](#), dont 15 restent emprisonnés. En novembre 2024, le gouvernement a [suspendu trois organisations de défense des droits humains](#) sur la base d'allégations vagues de « manque de neutralité politique » et d'« actions contraires à l'intérêt national ». Ces [suspensions ont été levées](#) en mars 2025.

#### 4 Pratique des autorités suisses

**Chiffres du SEM pour 2024.** Taux de reconnaissance en [2024](#) : Taux d'octroi de l'asile, 26,2 %, taux de protection, 52,4 % (décision positive + AP). Le taux de reconnaissance ajusté (sans les NEM sans AP) 41,5 % ; taux de protection ajusté 83,1 %.

**Reprise des retours forcés.** Temporairement [suspendus](#) en 2022, les renvois forcés ont repris en 2023 (1) et se sont poursuivis en 2024 (6). De janvier à mars 2025, le SEM a déjà procédé à six renvois forcés.